



Projet co-financé par
l'Union Européenne



Forum Mondial des Médias Libres

HISTORIQUE ET PERSPECTIVES



Portail de la société civile Maghreb-Machrek e-joussour

FORUM DES ALTERNATIVES MAROC « FMAS »
45, rue Abidjan, 1er étage N° 3 - Océan - Rabat -
Tel : +212 537 70 59 27 - Fax : +212 537 70 59 23
ejoussour@gmail.com - <http://www.e-joussour.net>

Avec le soutien de





Forum
Mondial des
Médias Libres

HISTORIQUE ET PERSPECTIVES



SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
CHAPITRE 1 : Historique du Forum Mondial des Médias Libres	7
• Premier Forum Mondial des Médias libres - Belém (Janvier 2009).....	8
• Forum social mondial - Dakar (Février 2011)	8
• Open-space « médias alternatifs » - Marrakech (Décembre 2011)	11
• 3 ^{ème} Forum des médias libres - Porto Alegre (Janvier 2012).....	13
• Rencontre de préparation du 2 ^{ème} FMML - Tunis (Mars 2012)	17
• Rencontre internationale « Médias alternatifs, pour une information citoyenne » - Marrakech (Avril 2012).....	18
• Le 11 ^{ème} Forum Mondial des Médias Libres - Rio de Janeiro (Juin 2012).....	20
CHAPITRE 2 : Le 3 ^{ème} Forum Mondial des Médias Libres – Tunis (Mars 2013)	21
• Plateforme.....	22
• Programme	22
• Construire un réseau de radios communautaires dans le monde arabe	24
• Le droit à la communication par tous et pour tous	26
• Le 3 ^{ème} Forum Mondial des Médias Libres : place à la liberté d'expression au centre du débat.....	29
• Hommage aux activistes des médias libres qui nous ont quitté	33
• Dans le Hacklab du Forum Social Mondial 2013, le combat pour un Internet libre, neutre et sans censure	35
CONCLUSION	37
Déclaration du 3 ^{ème} Forum Mondial des Médias libres	37
Références	40
La 3 ^{ème} édition du Forum des médias libres en photos	41

«La présente publication a été réalisée avec un co-financement de l'Union Européenne. Le contenu de cette dernière relève de la seule responsabilité du FMAS et de ses partenaires de mise en œuvre et ne peut aucunement être considérée comme reflétant le point de vue de l'Union Européenne.»



INTRODUCTION

La 3^e édition du Forum Mondial des Médias Libres (FMML) organisée à Tunis du 24 au 30 mars 2013 aura incontestablement été une manifestation à dimension mondiale. Elle a en effet rassemblé plus de 200 participantes et participants de toutes les régions du monde, contrairement aux éditions précédentes organisées au Brésil ayant rassemblé particulièrement des médias libres de l'Amérique du Sud et du Nord.

L'initiative du FMAS, par le biais de son programme e-joussour, de proposer l'inscription de la 3^e édition du FMML dans le cadre des activités du FSM a été une grande réussite à plusieurs égards. Elle a notamment permis de ramener la dynamique du FMML à son milieu d'origine et à confirmer que ce dernier et le FSM sont des processus interdépendants.

Le concept des médias libres a été recadré dans le contexte des mouvements sociaux et des diverse composantes de la société civile et s'est défini comme étant l'outil de communication alternatif de ces entités ayant pour cible les populations marginalisées et exclues des médias classiques et traditionnels.

La réalisation du village des médias libres et son apparition dans la cartographie du site du FSM ont donné davantage de visibilité aux médias libres, cela a permis de contribuer à promouvoir le concept et à réaliser une large couverture des diverses activités organisées dans le cadre du FSM, une valeur ajoutée aussi bien pour le FMML que pour le FSM.

Ce village a effectivement permis d'introduire plusieurs innovations dans le processus, en l'occurrence :

- Une radio communautaire, Radio FSM, émettant sur la bande FM (104.2) pendant toute la durée du FSM. Il est à signaler que cette édition du FMML a accordé une attention particulière aux radios communautaires ;
- Un mémorial en hommage aux journalistes provenant de toutes les régions du monde, décédés en plein exercice de leurs fonctions ;

- Un laboratoire « hacklab » dédié à l'appropriation des technologies de l'information et de la communication ;
- Un laboratoire dédié à la construction d'émetteurs radiophoniques. Ce laboratoire a permis à 6 web radios tunisiennes de disposer de leurs émetteurs dipôles, ces web radios sont désormais en mesure d'émettre sur les ondes hertziennes ;
- L'introduction d'une page arabophone dans le bulletin d'information « flammes d'Afrique » publié dans le cadre du FMML ;
- Un plateau d'enregistrement d'émissions audiovisuelles, exploité par les Web TV et web radios participantes au FSM.

Un des moments forts du forum fut celui de l'élaboration du projet de la charte mondiale des médias libres, qui fera l'objet de validation et d'adoption lors de la 4^e édition du FMML. Cette charte contribuera certainement au développement des médias libres à travers le monde. Elle s'attachera notamment à définir le concept des médias libres sans équivoque, unifier les terminologies utilisées dans le domaine et présenter la déontologie et l'éthique censée réguler le champ des médias libres.

En publiant cet ouvrage, le FMAS souhaite mettre à la disposition du grand public, une documentation qui lui permettra d'une part d'avoir un aperçu du processus du FMML, son historique et ses perspectives, et d'autre part, d'apprécier la richesse des activités réalisées dans le cadre de la 3^e édition du FMML de mars 2013 en Tunisie.

HISTORIQUE DU FMML



HISTORIQUE DU FMML

PREMIER FORUM MONDIAL DES MÉDIAS LIBRES- BELÉM (JANVIER 2009)

Les 26 et 27 janvier 2009, à l'occasion du Forum Social Mondial de Belém, 500 personnes venues du monde entier se sont réunies pour organiser le premier Forum Mondial des Médias Libres.

Cette rencontre était l'occasion de discuter d'autres formes possibles de communications qui concernent vraiment les sociétés civiles mondiales.

Deux tables rondes de discussions ont été organisées ainsi qu'un séminaire sur la communication et 16 activités auto-organisées.

FORUM SOCIAL MONDIAL - DAKAR (FÉVRIER 2011)

Atelier « L'information alternative au service des mobilisations politiques et sociales »

Le 8 février 2011, sept associations actives dans le champ des médias alternatifs, ont organisé à Dakar un atelier sur les médias intitulé « l'information alternative au service des mobilisations politiques et sociales ».

A la fin de cet atelier, les participants ont décidé de tenir en 2012 le deuxième « Forum Mondial des Médias Libres ». Ils ont proposé de l'organiser en marge de la 20ème conférence des Nations Unies pour le développement durable (Rio+20) à Rio (Brésil), en juin 2012.

Assemblée pour le Droit à la Communication

Le 11 février 2011, lors de l'Assemblée convergente pour le droit à la communication, les participants ont adopté la Déclaration de Dakar « pour le droit d'informer et d'être informé ».

« Le droit d'informer et d'être informé »

**Déclaration de l'Assemblée pour le droit à la communication, Dakar
11 février 2011**

Nous, acteurs de l'information alternative, militants qui utilisons la communication comme outil de transformations sociale :

Constatant que dans un contexte mondial caractérisé par :

- La mainmise des pouvoirs politiques, économiques et industriels sur l'information, et l'instrumentalisation de l'information par les Etats ;
- Une liberté d'expression des peuples niée, entravée ou réprimée ;
- Un accès à l'information pour l'ensemble des citoyens peu ou pas garanti ;
- Une répression violente contre les citoyens et les acteurs de l'information ;
- La marchandisation et l'uniformisation de l'information ;
- La défiance croissante de l'opinion publique par rapport à l'information véhiculée par les médias traditionnels.

Observant plus particulièrement en Afrique :

- Une absence quasi généralisée de lois en faveur de l'accès des citoyens à l'information ;
- Une liberté d'expression et une liberté de la presse mises à mal par des lois liberticides ;
- Des entraves ou censures faites aux communautés pour la mise en place de médias communautaires.

Et que dans le même temps, des perspectives se dessinent face à ces constats inquiétants :

- Une prise de conscience et une capacité plus grande des citoyens à participer à la production et à la circulation de l'information pour favoriser la justice sociale ;
- Une émergence de médias alternatifs et citoyens qui contribuent à des changements sociaux et politiques, comme le montrent les récents événements en Tunisie et en Égypte.

Nous déclarons que le droit à la communication est un droit fondamental et un bien commun de l'humanité.

Nous nous engageons à :

- Défendre, appuyer et promouvoir toutes les initiatives qui garantissent et renforcent le droit à la communication et à l'information comme un droit humain fondamental ;
- Construire un plaidoyer pour obtenir un cadre législatif et réglementaire pour les médias publics, alternatifs et communautaires, garantissant notamment un meilleur droit d'émission.
- Reconnaître et protéger les acteurs de l'information et de la communication partout dans le monde ;

- Créer et renforcer les synergies entre tous les acteurs de la transformation sociale ;
- Promouvoir l'accessibilité et l'appropriation des médias et des TIC par tous les citoyens, sans restriction de genre, de classe ou d'origine ;
- Promouvoir les mécanismes de communication permanente entre les acteurs, les participants et les organisateurs des forums sociaux, notamment le Forum social étendu, et les expériences de communication partagée.
- Soutenir le développement et le renforcement des médias communautaires et alternatifs ;
- Combattre la censure et garantir la liberté d'expression sur Internet ;
- Réfléchir à un modèle qui garantisse la viabilité, la pérennité et l'indépendance des médias alternatifs ;
- Donner une place centrale aux questions liées au droit à la communication dans les espaces des forums sociaux.

Plan d'action :

- Mobiliser nos campagnes d'information et de sensibilisation autour des thèmes clés de l'agenda international (Rio + 20, G8 G20, Forum Palestine, Durban, etc.)
- Organiser un forum mondial des médias libres et alternatifs en 2012 inscrit dans le processus des FSM.

En tant qu'acteurs de la communication, nous affirmons notre soutien aux peuples tunisien et égyptien, nous appelons leurs gouvernements à lever toute censure et à mettre fin à la répression contre tous les citoyens et acteurs de l'information.

Nous appelons également tous les acteurs de la transformation sociale à unir nos forces dans la lutte pour le droit à l'information et à la communication sans laquelle aucun changement ne serait possible.

Organisations participantes :

Abong, association brésilienne des ONG (Brésil) Action Jeunesse (Maroc) AfricanKlomeo renaissance (Nigeria) AK-Project (Sénégal) Alai - AgenciaLatinoamericana de Información (Ecuador) Alba TV (Venezuela) Alternatives (Canada) Amarc Association mondiale des radios communautaires Aphad (Sénégal) Arcoiris TV (Italie) Autre Monde Communication (Togo) Babels Berlin Carré (Allemagne) Caritas (France) CIC Bata (Espagne) Cdtm72 (France) Cedidelp (France) Ciranda (Brésil) Citim (France) Commons strategies group (Allemagne) Communautique (Canada) Editions Charles Léopold Mayer (France) e-Joussour (Maroc) Federacion de sindicatos de periodistas (Espagne) FocusPuller (Italie) Forum des Alternatives Maroc-FMAS (Maroc) FundacionQuepo (Espagne) Giaba (Guinée Bissau) Guinée Culture (Guinée) HEKS (Sénégal) IMC (Afrique) Instituto Paulo Freire (IPF) de São Paulo (Brésil) Imersao Latina (Brésil) IndymediaIntervozes (Brésil) KebethCachewomenresource center (Nigeria) Maison des citoyens du monde (France) Maison des droits de l'homme (France) Maison du Monde d'Evry (France) May first / People link (Etats-Unis) Mission for Youth (Ouganda) Pambazuka (Afrique) Queens Magazine (Nigeria) Revista Forum (Brésil) Ritimo (France) Rural Healthwomen Day (Nigeria) Saharareporters.com (Nigeria) Social Watch (Italie) SolafrikaSoylocoporti (Brésil) Support Initiative For sustainabledevelopment (Nigeria) Survie (France) TIE (Brésil) TV Star (Sénégal) UnisCité (France) UPO (Espagne) Vecam (France) WarriorsSelf-Help group (Kenya) WSFTV, World Social Forum TV

OPEN-SPACE « MÉDIAS ALTERNATIFS » - MARRAKECH (DÉCEMBRE 2011)

Dans le cadre des Assises du Forum des Alternatives Maroc (FMAS) qui ont eu lieu les 9 et 10 décembre 2011, à Marrakech, sur le thème « Mouvements sociaux et mouvements associatifs, Quelles stratégies à la lumière des dynamiques de changements ? », le Portail de la société civile Maghreb-Machrek e-joussour a organisé un atelier autogéré (open-space) sur le thème des médias alternatifs en vue de préparer le deuxième « Forum Mondial des Médias Libres », qui aura lieu en juin 2012, à Rio de Janeiro (Brésil), auquel ont participé 33 personnes venues de 7 pays représentant 3 continents.

Cet atelier a fait suite à la rencontre internationale « Radios communautaires, pour une information » organisée par le Portail de la Société civile Maghreb-Machrek e-joussour, en collaboration avec l'AMARC, et avec le soutien d'IMS, du 5 au 8 décembre 2011 à Marrakech. A l'issue de la rencontre, les participants ont adopté la **Déclaration de Marrakech**.

Déclaration de Marrakech Adoptée le 8 décembre 2011

Plus de soixante acteurs associatifs, journalistes, blogueurs, experts, formateurs, opérateurs de médias, etc.) se sont penchés, du 5 au 8 décembre 2011 à Marrakech, sur le secteur de la radiodiffusion de service public, communautaire et associative, dans l'optique de promouvoir une information citoyenne au Maroc. Avec la participation de coordinateurs et spécialistes de réseaux de médias communautaires à l'échelle mondiale, venant notamment d'Amérique latine (Argentine, Brésil), d'Afrique (Ghana, Sénégal, Niger, Egypte, Tunisie), d'Orient (Palestine) et d'Europe (France), les travaux et ateliers de ce séminaire ont porté sur l'encadrement législatif, de régulation et d'autorégulation à promouvoir pour que ce secteur d'intérêt public soit un élément essentiel de la démocratisation du champ médiatique national. A l'issue d'échanges sur les principes et standards internationaux recommandés (notamment par l'UNESCO et la Charte Africaines des Radios), et sur les expériences performantes à travers le monde, les participantes et participants ont adopté la déclaration suivante :

- Dans le choix de la démocratie, devenu irréversible pour les sociétés de la région Maghreb-Machrek, un champ médiatique diversifié et démocratique, nourri par une participation effective et par une appropriation protégée et légitimée de l'expression médiatique par les citoyens, est désormais un levier décisif pour le devenir des sociétés et de leurs modes de gouvernances à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la vie collective ;
- Tout champ médiatique, voué à la démocratisation de l'Etat et de la société, et à une citoyenneté agissante sur la gouvernance, au moyen notamment des médias communautaires, doit être guidé et encadré par le référentiel des droits de l'Homme tels que stipulés par la Déclaration universelle, ainsi que par l'éthique

et la déontologie des médias telles que consignées dans les chartes mondialement adoptées et promues parmi les professionnels des médias ;

- Comme en donnent la preuve éclatante, les formes et initiatives de prise de parole citoyennes, tout particulièrement le cyberactivisme de la jeunesse dans la région Maghreb-Machrek, le « droit à la communication » est plus que jamais un droit inaliénable, un droit à ce point moderne et décisif pour la destinée des peuples, qu'il doit accéder désormais à une place avancée dans le référentiel des droits de l'Homme et dans les modèles
- Pour que ce secteur des médias communautaires joue son rôle pertinent dans la promotion d'une culture et d'une gouvernance démocratiques, participatives et citoyennes, et il faut qu'il veille à ce que les normes, les pratiques et les standards d'une telle gouvernance et d'une telle culture soient respectés et constamment promus en son sein, et dans tous les aspects de l'activité d'une radio au medium communautaire : dans son organisation, son fonctionnement, son financement, sa gouvernance, ses contenus, etc. A cet égard, tous les participants à la rencontre de Marrakech ont retenu les principes et standards recommandés par l'AMARC et par nombre d'expériences de médias communautaires performantes, à travers le monde, qui en ont fait le référentiel guidant leurs pratiques et initiatives au sein de la société ;
- Tout média communautaire ne peut prétendre à un tel rôle sociétal, que si sa raison d'être et le sens de ses pratiques, en tant que média à but non lucratif, sont rigoureusement définis à partir et en fonction de sa population cible, c'est-à-dire un groupe de citoyens que mobilisent des objectifs communs et partagés, qu'ils soient d'ordre social, culturel, économique... Une radio communautaire ou associative émerge du groupe ou association qui la gouverne et la gère, en élabore et produit les contenus, en évalue régulièrement l'impact et la mission ;
- Le Maroc, à l'instar de nombre de pays de la région Maghreb-Machrek, où le dynamisme, sans précédent, des citoyens et des sociétés civiles dans la médiasphère (médias et TIC), ont mis à l'épreuve le droit à la communication, est appelé, avec sa jeunesse, à consacrer solennellement ce droit et, par conséquent, à outiller ce secteur des médias communautaires par le nécessaire encadrement législatif, de régulation et d'autorégulation, pour que sa légitimité et sa liberté d'action soit installées, aux plans institutionnel et politique, en tant que troisième catégorie ou acteur de médias, aux côtés des médias de service public et des médias privés ;
- Pour que ce secteur émerge et se renforce dans le champ médiatique national, il est impératif que le tissu associatif à vocation locale, comme le monde des ONG et des défenseurs des droits de l'Homme, de la liberté d'expression, du droit à l'information et du droit à la communication, s'engagent dans des partenariats et des réseautages, pour porter et soutenir le plaidoyer nécessaire, pour encourager et appuyer toute initiative de création de médias communautaires (radio à diffusion hertzienne, web radio...), pour aider à la formation des compétences et des leaderships, etc.
- Les dizaines d'initiatives marocaines en gestation, notamment les web radios et portails de proximité, doivent être aux premières lignes dans la réalisation de cet objectif de plaidoyer et de réseautage, avec l'appui, bien acquis déjà, du reste du monde associatif national comme des partenaires à rayonnement international, comme l'AMARC, forte de ses 4000 membres (médias et réseaux de médias) répartis dans 115 pays.
- Les participants à la rencontre internationale de Marrakech demandent, avec le Forum des Alternatives Maroc (FMAS), avec le soutien de l'AMARC Mondiale, que soient dédiée une partie significative de la ressource hertzienne dans la bande FM pour les radios communautaires et associatives, de manière équitable, transparente et démocratique.

3^{ÈME} FORUM DES MÉDIAS LIBRES - PORTO ALEGRE (JANVIER 2012)

Une réunion de préparation de la dynamique latino-américaine a eu lieu en marge du « Forum thématique sur la crise et la justice climatique » à Porto Alegre fin janvier 2012. Des partenaires d'Afrique et du Machrek étaient également présents.

Les travaux ont débuté en séance plénière avec des présentations sur les « les médias alternatifs et le printemps arabe : cas du Maghreb/Machrek et de la Palestine ». Ensuite, les participants au forum se sont repartis en ateliers qui ont traité les thématiques suivantes :

- Les médias alternatifs et le droit à la communication ;
- Les médiats alternatifs et l'appropriation des technologies d'information et de communication ;
- Les médiats alternatifs et les politiques publiques.

Un panel a été organisé par la suite sur le protocole des réseaux des mouvements sociaux et sur le II forum mondial des médias alternatifs et la communication autour du sommet Rio + 20.

Les travaux du forum se sont achevés par l'adoption de la **Charte du III Forum des Médias Libres de Porto Alegre** et la constitution d'un groupe de travail pour assurer le suivi et la coordination.

La charte du 3^{ème} Forum des Médias Libres

Nous, les participants du III Forum des Médias Libres réalisé dans le cadre du Forum Social Thématique, à Porto Alegre, les 27 et 28 janvier 2012, voulons insister encore une fois sur la reconnaissance de la communication en tant que droit social et humain et bien commun à tous, dont la défense doit constituer le but principal des médias indépendants et de l'ensemble des mouvements sociaux pour atteindre enfin la société dans sa totalité.

La lutte en vue de la démocratisation de la communication est d'une vitale importance au moment même où elle joue un rôle central dans les luttes qui ont lieu dans toute la planète, comme ce qui a été vu pendant le Printemps Arabe, le mouvement des indignés et les occupations publiques et, d'autre part, au moment où surgissent des menaces sérieuses contre la liberté d'expression comme les mesures de contrôle d'Internet (les projets SOPA et PIPA en discussion aux États-Unis et la Loi Azeredo, l "AI-5Digital" au Brésil), les violations aux droits des médias et la criminalisation des radios communautaires et des mouvements sociaux (comme dans le cas de la désoccupation violente du secteur de Pinheirinho, dans la ville de São José dos Campos). Nous appelons à tous de s'unir autour de cette lutte !

Pour mener à bien cette action stratégique, - et ceci malgré la diversité de chaque organisation et de chaque initiative qui se manifeste dans les réseaux de dialogues- , il faut comprendre la communication comme quelque chose de plus qu'un simple outil, comprendre sa puissance mobilisatrice, essentielle à l'organisation politique. L'objectif principal de cet effort serait de contrecarrer le média commercial et hégémonique, non seulement dans ce qui concerne le contenu véhiculé, mais surtout quant à son appropriation et celle des moyens d'accès, diffusion, distribution de l'information et de la culture par la société.

Pour cela, il faudrait établir au Brésil un nouveau cadre normatif des moyens de communication qui garantisse le respect des prescriptions de la Constitution Fédérale relatives au secteur : le renforcement des médias indépendants (communautaires, alternatifs et populaires) ; l'universalisation e l'accès à Internet dans des bonnes conditions ; l'impartialité du réseau et le respect à la vie privée des utilisateurs en tant que droit garanti par un cadre civil régulant Internet et la réforme de la Loi relative aux Droits d'Auteurs ; promouvoir le développement, la formation et l'utilisation des technologies ayant comme principe la collaboration, le partage et le hacking.

Pour la réalisation de ces objectifs, il faut que la société participe effectivement dans la construction, l'exécution et la gestion des politiques publiques, donnant vie à des nouveaux espaces de débat comme, par exemple, des conférences, des forum et des observatoires des institutions concernées.

Il est aussi fondamental d'intensifier la mobilisation sociale qui doit déborder les espaces traditionnels de débat et gagner les rues afin que nos revendications atteignent l'ensemble de la société. Nous nous engageons ainsi à promouvoir des actions collectives ayant un lien direct aux actions menées sur le réseau.

Dans ce sens, nous allons rejoindre les organisations présentes lors du Sommet des Peuples (Cúpula dos Povos) qui aura lieu en juin à Rio, et conduire des actions de communication qui font partie de cette lutte globale pour la garantie des droits humains - sociaux, environnementaux, politiques et culturels - à toutes les citoyennes et citoyens du monde. Le Forum Mondial des Médias Libres prendra place au carrefour de cette mobilisation ; nous faisons appel à y participer à toutes les organisations et à tout militant concernés par ce projet transformateur.

C'est ainsi qu'en 2012, nous allons soutenir les actions ayant pour horizon les questions discutées et concertées lors du III FML et qui visent la réalisation des objectifs déjà mentionnés parmi lesquels nous retenons :

- Le travail en coopération étroite avec les mouvements de libération des médias ;
- La construction d'une esquisse de projet du cadre réglementaire relatif aux Communications au Brésil ;
- La création des points d'accès, de formation et de mobilisation des médias libres ;
- L'utilisation d'un langage qui ne reproduise pas celui utilisé par les médias commerciaux hégémoniques ;
- La création et la promotion des réseaux sociaux libres, fédérés et autonomes pour le partage de la production du contenu.
- L'investissement dans la formation visant la production des contenus dans le cadre des ateliers, des observatoires, formations libres dans un esprit coopératif ;
- Le rapprochement des initiatives des médias libres aux aspirations des mouvements sociaux et populaires en général ;

- Un repérage de l'espace occupé par les femmes dans les médias alternatifs et sa discussion ;
- Donner priorité aux outils libres de diffusion de l'information comme la Web TV et autres outils audiovisuels disponibles sur Internet ;
- Construire un programme dans la PostTV voué au débat sur les médias libres en coopération avec les organisations qui travaillent déjà pour cette tâche ;
- Généraliser l'utilisation des outils de protection et des lps ; Augmenter la puissance des radios communautaires, élargissant la portée de leur information ;
- Travailler pour la construction d'un grand rassemblement de la société civile autour de la communication réunissant les différents secteurs actifs dans cette rubrique, renforçant ainsi les agendas communs ;
- Valoriser le rôle et la participation des médias non digitaux, alternatifs et populaires, comme les radios libres et communautaires, dans l'élaboration des agendas des médias libres ; Prôner l'adoption des technologies libres par l'Etat brésilien ; Créer des Groupes de Travail (GT) donnant continuité au dialogue sur les protocoles libres, ceux-ci compris comme un pacte, politique et technologique, liant plusieurs mouvements de la société civile, relatif aux actions, aux méthodes, à la sémantique et à la technologie. L'organisation des GT est réalisable dès maintenant dans le pad <http://pontaopad.me/protocoloslivres> Garantir l'universalité de la large bande par des politiques publiques d'accès libre et des relais de formation populaires, en plus des serveurs communautaires. Combattre le AI-5 digital et toute initiative de limitation de la liberté sur Internet ;
- Exiger du gouvernement la reprise des Pontos de Mídia Livre (Points du Media Libre : action de développement et accompagnement de la construction des politiques publiques pour les initiatives de communication libre et partagée, non soumise au marché), et son élargissement vers d'autres états et municipalités ;
- Lutter pour une politique gouvernementale publique distributive du profit géré par les publicités, encourageant la diversité et la pluralité, garantissant ainsi la possibilité d'exercice de la communication par toutes et tous. Cette politique doit considérer la spécificité des médias indépendants du point de vue du développement économique durable ;
- Réaliser un repérage des politiques publiques de la communication déjà existantes dans d'autres Etats ;
- Influencer de façon effective sur d'autres politiques qui discutent la question du cadre réglementaire et sont en voie d'être approuvées de façon indépendante, comme la réglementation de la loi 12.485 et la continuité de la classification indicative en discussion actuellement au Supremo Tribunal Federal (le plus haut pouvoir judiciaire du Brésil). Revendiquer une bande de spectre pour la radio et la télé digitales, des politiques de financement de radiodiffusion et télédiffusion digitales vers les points des médias libres ; Accès et partage d'information et d'appui juridique aux médias libres ; Coordonner nos luttes aux luttes internationales pour l'obtention des politiques publiques et d'une réglementation assurant la liberté et pour le combat contre les lois et politiques de restriction de ces libertés ; Lutter pour des politiques d'ouverture du libre spectre et des «white spaces» qui pourront bénéficier les médias indépendants ; Créer des espaces de mobilisation on et off line, sur le web et dans les rues ; Dénoncer et combattre l'appropriation des données personnelles par des tiers ; Participer activement du II FMML à Rio de Janeiro, du 16 au 18 juin rendant concret l'appel de la Charte de Dakar ;

- Intégrer le II FMML, événement interne aux processus des Forum Sociaux Mondiaux, au processus du Sommet des Peuples de Rio +20, en respectant ses principes et agissant dès à présent dans leurs groupes de dialogue et de travail en vue d'établir l'agenda relatif à la communication ;
- Repérer les expériences actuelles de développement et utilisation des réseaux de partage des ressources par les acteurs des différentes mobilisations à travers le monde, en contribuant par là à bâtir le dialogue sur les protocoles libres proposés pour le II FMML ; Promouvoir une action de communication que soit définie de manière collective et qui puisse avoir un impact au delà des secteurs concernés par le processus de la Conférence de l'ONU ; Traduire les concepts utilisés dans le débat de la Conférence de l'ONU, dans le Sommet des Peuples et dans les agendas des mouvements, de manière à apporter des nouveaux éléments à la compréhension des enjeux de Rio+20 ; Établir un dialogue avec les organisations et mouvements de la société civile pour que la communication s'intègre au processus de constructions du II FMML ; Créer un groupe local d'organisation et logistique pour réaliser le II FMML en étroite contact avec des organisations internationales ;
- Ce groupe sera ouvert à la participation d'organisations d'autre pays ;
- Promouvoir dans le II FMML le dialogue international entre les développeurs et gestionnaires des réseaux et ressources de communication orientés vers l'activisme sur la web, en vue de la construction des protocoles internationaux ;
- Organiser préalablement des actions de communication partagée et définir la manière de coordonner ces actions dans une sorte d'autogestion ;
- Élargir la participation des organisations brésiliennes au débat international de construction du II FMML ;
- Évaluer la possibilité d'extension (participation à distance) du II FMML, à d'autres événements ayant lieu ailleurs à la même période (juin) ;
- Promouvoir et appuyer le développement de pratiques collectives d'intercommunication à distance entre organisations, en particulier à l'occasion d'activités insérées dans le processus des forums sociaux ;
- Participer et encourager la participation des médias indépendants à la Commission de Communication du Forum Social Mondial.

Porto Alegre, 28 Janvier 2012
Traduit par Francisca Maria Cabrera.

RENCONTRE DE PRÉPARATION DU 2^{ÈME} FMML - TUNIS (MARS 2012)

Le groupe de travail sur le Maghreb et le Machrek, dont le Portail de la société civile Maghreb Machrek E-joussour fait partie, et l'Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires (AMARC), le Réseau des Médias Communautaires (CMN) avec le soutien de International Media Support (IMS), Oxfam Novib, EED, SIDA et Open Society Foundation, ont organisé la première conférence du Machrek et du Maghreb : « Médias communautaires et le printemps arabe », à Tunis les 9 et 10 mars 2012.

En marge de cette rencontre, le Portail E-joussour, l'AMARC et l'Institut Panos Afrique de l'Ouest ont organisé, le 11 mars 2012, une rencontre d'échange et de concertation à propos du II Forum Mondial sur les Médias Alternatifs qui se tiendra à Rio de Janeiro en juin 2012 et du projet du I Forum Afrique Machrek des Médias Alternatifs (IFAMMA).

28 activistes et représentants d'associations et d'ONGs du Maroc, Tunisie, Libye, Égypte, Jordanie, Palestine, Syrie, Sénégal, Niger, Mali, Côte d'Ivoire, ont participé à cette rencontre, en présence de la présidente, du vice président et du secrétaire général de l'AMARC, du Coordonnateur de l'AMARC Afrique, de la Directrice de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest, du directeur de IPS, du président de l'Observatoire National de la Communication du Niger ainsi que de représentants d'IFEX ANHR et d'Oxfam Novib.

Les travaux de cette rencontre présidée par le coordinateur du Portail e-joussour se sont articulés autour des trois axes suivants :

1. le 3^{ème} Forum Brésilien des médias alternatifs ;
2. le 2^{ème} Forum mondial des médias alternatifs ;
3. le 1^{er} Forum Afro Machrek des médias alternatifs.

RENCONTRE INTERNATIONALE « MÉDIAS ALTERNATIFS, POUR UNE INFORMATION CITOYENNE » - MARRAKECH (AVRIL 2012)

Le Portail de la société civile Maghreb-Machrek e-joussour, programme du Forum des Alternatives Maroc (FMAS), a organisé, les 27 et 28 avril 2012, à Marrakech, une rencontre internationale sur le thème « Médias alternatifs : pour une information citoyenne », dans le cadre du projet « médias communautaires, pour une information citoyenne », initié par e-joussour/ FMAS et cofinancé par l'Union Européenne.

Près de 80 participant(e)s, experts, acteurs de la société civile et de la scène médiatique, venus du Maroc, de Tunisie, de Palestine, d’Égypte, du Sénégal, du Canada, de France et du Danemark, se sont réunis pour débattre ensemble de la question des « médias alternatifs » et échanger sur les différentes expériences vécues dans chaque pays.

L’objectif de ces deux journées de travaux encadrées par des experts nationaux et internationaux était d’une part, de définir le contexte, panorama, rôle et enjeux des médias alternatifs dans la région Maghreb-Machrek et d’autre part, suite aux ateliers sur les questions d’accès à l’information, du droit à la communication et de l’appropriation des nouveaux médias par la société civile, établir une feuille de route régionale pour un plaidoyer en commun en vue de l’élargissement de la liberté d’expression dans la région a été préparée.

Ce fut également l’occasion de réunir le comité préparatoire de la participation Afrique-Machrek, au deuxième forum des médias libres à Rio en juin 2012, qui représente une étape dans la préparation du premier forum Maghreb-Machrek des médias libres à Tunis en avril 2013 et de permettre aux femmes du Maghreb et Machrek, participantes au Forum social « Femmes », d’établir du réseautage et construire une plateforme qui permettra de capitaliser leurs campagnes et plaidoyers.

La clôture des travaux a été marquée, par l’adoption de l’appel de Marrakech « La société civile Afrique-Machrek : Pour l’effectivité du droit à la communication » concernant notamment la mise en place de radios communautaires au Maroc.

Déclaration de Marrakech

Appel de la société civile Afrique-Machrek « Pour l’effectivité du droit à la communication »

A l’initiative du Portail de la société civile Maghreb-Machrek E-Joussour, programme du Forum des Alternatives Maroc (FMAS), plus de quatre vingt acteurs (associatifs, journalistes, blogueurs, experts, chercheurs, opérateurs de médias...) se sont penchés, les 27 et 28 avril 2012 à Marrakech, sur le secteur des médias alternatifs, dans l’optique de promouvoir une information citoyenne au Maroc. Avec la participation active d’acteurs d’Afrique (Sénégal, Maroc, Tunisie, Égypte), d’Europe (France, Danemark), du Machrek (Palestine, Jordanie) et du Canada, les travaux et ateliers de ce séminaire ont porté particulièrement sur le panorama, le rôle et les enjeux des médias alternatifs et sur l’encadrement législatif, de régulation et d’autorégulation à promouvoir pour que ce secteur d’intérêt public soit un élément essentiel de la démocratisation des sociétés dans cette région. A l’issue d’échanges sur les principes et standards internationaux, et sur les expériences performantes à travers le monde, les participantes et participants ont adopté l’appel suivant :

Nous acteurs de l'information alternative, du champ médiatique, chercheurs et militants qui utilisons la communication comme outil de démocratisation et de transformation sociale,

Considérant que :

1. Dans le choix de la démocratie, devenu irréversible pour les sociétés de la région Maghreb Machrek, un champ médiatique diversifié et démocratique, nourri par une participation effective et par une appropriation protégée et légitimée de l'expression médiatique par les citoyens, est désormais un levier décisif pour l'avenir des sociétés et de leurs modes de gouvernance à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la vie collective ;
2. Tout champ médiatique, partie-prenante de la démocratisation de l'Etat et de la société, doit être guidé et encadré par le référentiel des droits de l'Homme tels que stipulés par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, ainsi que par l'éthique et la déontologie des médias telles que consignées dans les chartes mondialement adoptées et promues parmi les professionnels des médias au plan régional et international ;
3. Le droit à la communication est un droit fondamental, inaliénable et un bien commun de l'humanité. Comme en donnent la preuve éclatante, les formes et initiatives de prise de parole citoyennes, et notamment l'activisme de la jeunesse dans la région Maghreb Machrek sur les réseaux et médias sociaux via l'Internet ;

Nous appelons à,

- Un accès libre et démocratique à l'information conformément aux principes du droit humain universel ;
- Mettre en œuvre le droit à la communication conformément aux standards et conventions recommandés à l'échelle internationale ;
- Définir les modalités de régulation et d'autorégulation du champ médiatique alternatif, conformément aux normes internationales démocratiques ;
- Assurer l'accès et la gratuité de la connectivité en faveur d'associations d'intérêt public ;
- Libérer le spectre hertzien au profit des médias communautaires-associatifs.

Nous nous engageons à,

- Constituer un réseau « Afrique-Machrek », qui coordonnera les campagnes de plaidoyer pour garantir et renforcer le droit à la communication ;
- Préparer une plateforme commune d'échanges et de capitalisation d'expériences ;
- Etablir un monitoring régional (à l'échelle de chaque pays) de l'évolution de la situation des libertés d'expression et de communication et principalement concernant l'effectivité du droit à la communication ;
- Soutenir les initiatives régionales oeuvrant pour l'effectivité de ce droit ;
- Participer activement à la tenue du Forum thématique « Médias alternatifs : pour une information citoyenne » qui se tiendra dans le cadre du projet « Médias communautaires » porté par e-joussour, en vue de préparer le 1^{er} Forum Afrique-Machrek des médias libres à Tunis en 2013.

Marrakech, le 28/04/2012

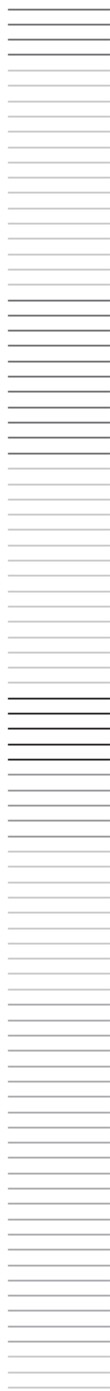
LE 2^{ÈME} FORUM MONDIAL DES MÉDIAS LIBRES - RIO DE JANEIRO (JUIN 2012)

La conférence des nations Unies sur le développement durable a eu lieu à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012.

Ce rendez-vous international, plus connu sous le nom de Rio +20, a marqué le 20^{ème} anniversaire du 1^{er} sommet de la Terre qui a eu lieu à Rio en 1992. A cette occasion, de nombreuses organisations des sociétés civiles de la planète se sont mobilisées pour cet événement.

Les acteurs actifs dans le champ des « médias alternatifs » ont profité de cette occasion pour organiser en marge du sommet Rio+20, le 2^{ième} Forum Mondial des Médias Libres (FMML).

**3^{ÈME} FORUM MONDIAL DES MÉDIAS
LIBRES– TUNIS (MARS 2013)**



PLATEFORME : « LES MÉDIAS LIBRES : UN LEVIER STRUCTURANT DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA CITOYENNETÉ »

Après trois forums au Brésil (Rio de Janeiro 2008, Vitória 2009 et Porto Alegre 2012), trois rencontres préparatoires en Afrique du Nord (Marrakech 2011, Tunis 2012 et Marrakech 2013), deux éditions mondiales (Belém 2009 et Rio de Janeiro 2012) et une Assemblée de Convergence au Forum Social Mondial (Dakar 2011), les médias libres se sont donné de nouveau l'opportunité d'avancer avec cette troisième édition mondiale qui a eu lieu à Tunis du 24 au 30 mars 2013.

Plusieurs centaines de représentants des médias libres à travers le monde se sont rendus à Tunis, dans le but de participer au 3ème Forum Mondial des Médias Libres (FMML). Une attention particulière a été portée aux radios associatives-communautaires, et plus spécifiquement dans la région Maghreb-Machrek.

En plus de couvrir les activités et les débats du FSM, les médias libres ont également mené des activités spécifiques pendant le 3ème FMML : activités autogérées, ateliers de formation, forums, conférences, débats, couverture médiatique, espaces d'expositions et de documentation, assemblée de convergence, etc. Un village des médias libres a été mis en place durant tout le forum avec un espace privilégié dédié aux radios associatives.

PROGRAMME ET ACTIVITÉS

Les activités inscrites et organisées par les collectifs de médias eux-mêmes et par les organisations intéressées, dans le cadre des activités autogérées, ont permis de déboucher sur un programme collectif commun et portaient sur cinq axes thématiques :

- Droit à la communication,
- Radios communautaires,
- Appropriation technologique,
- Régulation et libertés,
- Diversité vs marginalisation.



- 24 mars 2013** : **Table ronde pour l'ouverture du 3ème FMML**
- La communication : un bien commun
 - Les médias libres : un mouvement pour le droit à la communication
- 25 mars 2013** : **1er Forum social mondial des radios associatives et communautaires**
- Formations (vidéos, logiciels libres, etc.)
- 26 mars 2013** : **Marche d'ouverture du FSM**
- 27-28 mars 2013** : **35 ateliers autogérés en lien avec les thèmes des « médias libres » et du « droit à la communication ».**
- 29 mars 2013** : **Assemblée de convergence d'actions pour favoriser le droit à la communication et renforcer la liberté d'expression.**
- 30 mars 2013** : **Clôture du FSM**

Le village des médias libres

Durant toute la durée du Forum social mondial et du 3ème Forum mondial des médias libres, un village des médias libres a été mis en place. Une équipe de journalistes et bénévoles du monde entier, ont assuré les différentes activités qui ont eu lieu au sein de cet espace : couvertures médiatiques, formations, animations, etc. avec l'appui, entre autres, des équipes du Portail e-joussour, l'Association Mondiale des Radios Communautaires (AMARC), Ciranda, IPS, l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO).

Le village des médias libres comprenait différents espaces :

- Un centre des médias
- Un espace dédié aux formations
- Un souk aux capsules
- Un studio de radio
- Un espace « Podcast »
- Un espace de documentation
- Un espace d'exposition

Afin de toucher les publics du monde entier, différentes langues étaient utilisées : Arabe, Français, Anglais, Espagnol, Portugais...

Les radios associatives-communautaires : Focus du FMML

CONSTRUIRE UN RÉSEAU DE RADIOS COMMUNAUTAIRES DANS LE MONDE ARABE

Le projet s'inspire de médias indépendants qui ont joué un rôle décisif dans les révolutions en cours dans la région, annonce un activiste présent au Forum Mondial des Médias Libres, en Tunisie (Traduit par Elodie Dupau)

C'est le projet présenté par Steve Buckley, de Community Media Solutions, lors du FMML (Forum Mondial des Médias Libres) qui s'est tenu du 24 au 30 mars à Tunis, capitale de la Tunisie. Cet activiste anglais a articulé la construction d'un réseau régional de médias communautaires, en particulier de radios, dans tout le monde arabe.

Le projet s'inspire, selon lui, de médias indépendants qui ont joué un rôle décisif dans les révolutions en cours dans la région. Parmi eux, il a cité des radios communautaires comme Radio 6 FM en Tunisie et une autre radio située à Benghazi en Libye, ainsi que de nombreux projets gravitant autour de la Syrie. Selon Buckley, il existe une "grande dynamique pour le droit à la communication" dans ce pays où la population lutte depuis deux ans pour faire tomber le régime de Bachar Al Assad. Le plan mené par l'activiste de la communication a porté ses fruits. "Nous avons commencé en 2011 avec des radios pilotes dans sept pays et aujourd'hui il y a déjà trois projets supplémentaires". On trouve quatre d'entre eux en Syrie, dans des zones libérées par les révolutionnaires. "Les radios communautaires sont très importantes ici, étant donné la difficulté de communiquer par Internet". Aujourd'hui, si l'on fait le compte de tous ces médias en Libye, "créés après le début des révolutions", on atteint la centaine, affirme Buckley. Dans l'Ouest de ce pays où les masses ont fait tomber le dictateur Mouammar Kadhafi, une de ces radios émet dans un dialecte du tamazight - langue berbère interdite pendant les 42 ans de règne du tyran. En plus de constituer un espace d'expression pour cette ethnie et sa culture, la radio traite de questions d'ordres social et politique, a indiqué son représentant, présent au FMML. Le deuxième jour du Forum, au côté d'autres témoignages d'activistes de la région, sa présentation a été suivie d'applaudissements de solidarité. Le réseau compte aussi la Tunisie, la Jordanie, l'Égypte, le Yémen, le Maroc, l'Algérie, le Bahreïn et la Palestine occupée.

Dans cette dernière, on dénombre quatre projets, dont un dans un village proche de Al Khalil (Hébron). Dans cette ville de Cisjordanie, zone placée sous contrôle militaire israélien, des colonies sionistes sont construites sur des maisons et des commerces palestiniens. Les colons qui vivent ici dans l'illégalité jettent leurs déchets sur la tête des Arabes, qui disposent seulement d'une toile suspendue, posée par des ONGs, pour s'en protéger. Dans les différents pays de cette région, des défis restent à relever dans la lutte pour le droit à l'information et à la liberté d'expression. Buckley



indique par exemple qu'en Tunisie, plus de deux ans après la chute de Ben Ali, l'impasse politique persiste. "Après les élections de 2011 [qui ont porté au pouvoir le parti islamiste Ennahda], trois lois importantes ont été présentées : une pour le droit d'accès à l'information, une autre pour la liberté de la presse et une, enfin, pour un système de régulation de la radiodiffusion indépendant. Seule la première commence à être appliquée". En Égypte, bien que huit nouvelles chaînes de télévision aient vu le jour depuis la chute du dictateur Hosni Moubarak en février 2011, la société civile n'a toujours pas sa place dans ces médias, "occupés par les grandes entreprises". Il est catégorique : "Nous devons continuer à nous mobiliser".

Un autre média

Une affirmation corroborée par le blogueur tunisien Bessem Krifa. Emprisonné et torturé pendant la dictature de Ben Ali pour avoir tenté de lancer au monde entier un cri pour la "liberté politique", il révèle son intention de former une association de blogueurs, "principalement des jeunes", afin de fortifier la lutte pour la liberté d'expression. Un des points qu'il dénonce est que "pendant les élections de 2011, au pied de l'urne, on donnait de l'argent aux gens pour qu'ils votent [pour Ennahda]. Et ça, nous l'avons filmé". Profitant de la pauvreté et des inégalités qui se propagent en Tunisie, cette manipulation a été orchestrée pour accéder au pouvoir, assure-t-il, en concluant : "Le capitalisme est le gros problème. Qui sait, quand nous le vaincrons et que nous arriverons au socialisme, nous jouirons enfin de libertés démocratiques pleines et entières".

Par Soraya Misleh

LE DROIT À LA COMMUNICATION PAR TOUS ET POUR TOUS

Radios communautaires, réseaux sociaux, Web 2.0, liberté d'expression, logiciels libres, accès à l'information. Voici quelques-unes des thématiques qui seront à l'honneur de la 3ème édition du Forum Mondial des Médias Libres (FMML) qui aura lieu à Tunis dans le cadre du Forum Social Mondial, du 24 au 30 mars prochain.

Le FMML se veut un espace de dialogue et d'échanges d'expériences. Un espace pour élaborer de nouvelles formes communes d'engagement. Le Forum sera également l'occasion de rappeler qu'Internet, les réseaux sociaux, le web 2.0 en général restent des outils au service de l'information qui peut servir de levier pour l'action comme pour l'expérimentation.

Démocratisation de l'information

Dans un monde où la production d'information abonde, mais où l'accès à une information plurielle, critique et diversifiée est de plus en plus difficile, le FMML a été mis sur pied pour explorer des pistes et des alternatives qui garantissent aux citoyens le droit à la « communication par tous et pour tous ».

Une telle démocratisation de la communication est fondamentale, car nul projet de démocratie ne peut être crédible et pérenne sans elle. « Cela [projet de démocratie] passe avant tout par une appropriation, par chacun et chacun, des moyens d'information et de communication », explique Marion Bachelet du portail marocain d'information E-joussour.net

La marchandisation de l'information, des outils de sa production et de sa diffusion sont un grand obstacle à la démocratisation de la communication. La logique des grands groupes de médias et des logiciels propriétaires est la même - la rentabilité financière - et cela va à l'encontre à l'idée de la libre circulation des savoirs et de la connaissance.

L'accès à l'information peut apporter des solutions aux problématiques sociales, économiques et environnementales auxquelles nos sociétés sont confrontées. « Sans information, pas de mobilisation, pas de changements, pas de débats, pas de construction critique », affirme le journaliste Ivan du Roy du site d'information bastamag.net.



Réseaux libres

Les mouvements et les acteurs du changement social se servent de plus en plus du Web pour construire et diffuser leurs revendications. Depuis 2011, de nouvelles formes de mobilisation de la société civile et d'insurrection ont émergé, de façon souvent spontanée, plus horizontale et principalement portées par les jeunes générations (mouvements Occupy, Indignés, hacktivism sur le web, printemps érable au Québec et mobilisations étudiantes au Chili, manifestations grecques, révolutions arabes). Le Web y a occupé une place essentielle, comme outil de mobilisation, mais aussi et surtout comme espace d'invention de nouvelles formes d'activisme. Mais les enjeux de cet espace virtuel demeurent de taille.

Selon Marco Antônio Konopacki du collectif brésilien Soylocoporti, « il faut rester vigilant ». Le modèle de gouvernance d'Internet rend les mouvements et acteurs sociaux dépendants des services des entreprises transnationales et des gouvernements. Ce sont surtout des entreprises transnationales qui contrôlent les outils d'échanges (logiciels) et les canaux sur lesquels « naviguent » les informations. Un des défis du FMML est de répondre à un besoin de protocoles et de réseaux libres.

Le Web a été conçu de forme horizontale, le nom de « toile » vient de l'idée de la non-centralisation. La bataille pour la diffusion des logiciels libres (des logiciels à code ouvert) est d'une grande importance pour garder intacts les principes fondateurs du Web. Dans la logique du logiciel libre, les utilisateurs ont la liberté d'exécuter, de copier, de distribuer, d'étudier, de modifier et d'améliorer le logiciel. Celui-ci est souvent gratuit et reste indispensable à la réduction de la fracture numérique, autre thématique abordée par les participants du FMML.

La fracture numérique est un des problèmes majeurs auquel les sociétés, surtout des pays du Sud, sont confrontées. Près de 70% de la population mondiale n'a pas accès à Internet. Utiliser un réseau numérique de qualité reste parfois le privilège d'une minorité des citoyens dans certaines zones du Nord. Dans les pays du Sud, l'accès aux nouvelles technologies demeure plus cher qu'au Nord à cause de l'accaparement de ces marchés par des entreprises multinationales.

Les radios communautaires

Un point fort de la troisième édition du FMML est l'organisation d'activités autour des radios communautaires qui restent des actrices incontournables du développement et de la démocratisation des sociétés, au Nord comme au Sud. Elles sont très développées dans les pays du Sud, surtout sur le continent africain. Grâce à cet outil, des populations plus vulnéra-

bles (jeunes, femmes, communautés rurales, etc.) peuvent produire et avoir accès à l'information. Les radios restent, de plus, des outils de communication moins chers et plus accessibles.

La radio communautaire est devenue un phénomène mondial, porté par la volonté de populations désireuses de faire entendre leur voix et de démocratiser leurs sociétés par l'exercice du droit à la communication. Depuis ses débuts dans les années 50, la radio communautaire est devenue le troisième outil de communication par importance dans 135 pays, parallèlement aux médias privés ou publics. Elle est également un projet de communication participative, qui ne répond pas à une logique de profit, mais qui exprime les besoins des collectivités géographiques. La radio communautaire est une expérience citoyenne. Elle concrétise le droit universel à la communication.

Soutenir les médias tunisiens

En décembre dernier, l'Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires (AMARC) a organisé une tournée dans toutes les régions de la Tunisie afin de rencontrer les radios à proximité et les organisations de la société civile. L'objectif de la mission était d'identifier les acteurs actuels et potentiels, leurs besoins professionnels et les capacités de mutualisation pour un plaidoyer permettant de renforcer l'impact des médias de proximité dans le processus démocratique tunisien.

Les enjeux du FMML seront également de faire émerger ces demandes et besoins auprès des acteurs de la société civile mondiale participants au Forum. Mais aussi de soutenir ces demandes et d'apporter des solutions aux organisations tunisiennes dans une démarche de solidarité internationale et pour la construction des sociétés plus justes et durables.

Par Erika Campelo, Ritimo

LE 3^{ÈME} FORUM MONDIAL DES MÉDIAS LIBRES PLACE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION AU CENTRE DU DÉBAT

L'article a été traduit du portugais vers le français par Fernanda Gregoire, traductrice bénévole à Ritimo.

Mémoire et connaissances libres

Lors de sa troisième édition mondiale, le Forum Mondial des Médias Libres (FMML) est arrivé à Tunis avec une double mission. Inséré dans la programmation du Forum social Mondial 2013, le FMML avait pour objectif, en premier lieu, d'intégrer les innombrables acteurs, activistes, organisations et médias alternatifs et indépendants de la région du Nord de l'Afrique et du Moyen-Orient - qui sont au centre des révolutions encore en cours dans le Maghreb-Mackrek - au mouvement international de défense du droit à la communication. Ensuite, il fallait donner de la visibilité à leurs demandes et à leurs besoins les plus urgents, comme partie d'une dynamique de solidarité internationale, sans laquelle aucune bataille ne peut, en effet, être gagnée.

Dans un contexte de perte de confiance des institutions et une forte confrontation idéologique, le principal leader de l'opposition, Chokri Belaid, a été assassiné deux mois avant le début du FSM, dans une tentative de réduire au silence ceux qui cherchent des changements réels et l'instauration de la démocratie dans le pays. Dans ce scénario, le combat pour la liberté d'expression et pour la construction de médias libres, alternatifs et indépendants se montre de plus en plus stratégique dans la région.

Le Forum Mondial des Médias Libres constitue donc un espace d'échange et de construction de connaissances autour de cet agenda global. Après deux éditions au Brésil (Belém 2009 et Rio de Janeiro 2012), où les expériences de cadres réglementaires de démocratisation en Amérique Latine ont été au centre du débat, le FMML a connu et donné, cette fois, la voix à un nouveau cycle de luttes et révolutions.

« La répression continue même après la chute de Ben Ali », raconte Bessen Krifa, de l'Association Tunisienne de blogueurs, qui a été emprisonné deux fois pendant la dictature et une fois encore depuis la chute de l'ancien régime. « La censure existe sur Internet, y compris sur les journalistes professionnels, principalement contre le journalisme d'investigation. Nous avons besoin de véritables informations en urgence. Notre devoir est de défendre la vérité, pour que notre appel soit entendu », a-t-il affirmé.

« Dans un pays comme le mien, où la démocratie est juste un mot, les gens ont peur de s'exprimer. Faire face à la peur d'être attaqué pour avoir dit ce que nous pensons est donc notre premier défi », a ajouté Victor Nzuzi, du Congo.

Dans les anciens ou nouveaux médias, le défi est énorme. Au Mali, la radio communautaire Kayira, créée par les leaders de la révolution de 1991, qui a transformé le pays, est le témoin de 20 ans de persécutions contre ceux qui s'insurgent contre le pouvoir dominant. L'année dernière, des salles de l'association responsable de la station ont été brûlées. Le 3 janvier dernier, un journaliste de l'émission a été atteint par un tir de fusil. En février, après avoir reçu des menaces, le producteur de la radio a été poignardé à la tête et n'a pas résisté.

« C'était clairement un assassinat politique », a raconté Mahamadou Diarra, lui aussi emprisonné et en liberté conditionnelle. Il explique : « Notre radio travaille avec le mouvement paysan et des femmes. Nous avons des activités de formation et nous encourageons les gens à créer des associations locales ». Tout cela dérange. En ce moment, par exemple, Kayira s'oppose publiquement à l'intervention française au Mali. « Une solution importée ne sera pas durable. Nous souhaitons un dialogue et une négociation avec tous les groupes pour résoudre le problème en interne », dit Diarra. Le combat majeur de la station est cependant sa propre survie. « Nous avons besoin de diversité d'information, quelque chose qui va au-delà de la RFI et de France 24 [radios françaises diffusées dans le pays]. La tradition orale est très importante au Mali, nous devons donc discuter pour préserver nos médias locaux, et la radio est importante pour la survie de cette culture ».

Lors de l'évaluation de la présidente de l'Association Mondiale des Radios Communautaires, la chilienne Maria Pía Matta, la première mission de ces stations est de promouvoir la démocratisation de la parole, de plus en plus concentrée. A Tunis, Pía a rappelé que la concentration de ces moyens empêche l'existence de lois qui garantissent des systèmes démocratiques de communication.

En Tunisie, où les médias alternatifs ont largement été utilisés dans le processus révolutionnaire, il n'y a pas aucune loi qui garantit la liberté d'expression, et la famille de Ben Ali continue de contrôler les médias de masse. Après les élections en 2011, trois projets de loi ont traité le thème : un a mis l'accent sur l'accès à l'information, un autre sur la liberté de la presse et, enfin, un dernier a traité d'un système de régulation indépendante de radiodiffusion. Seul le premier a été voté. En Égypte, malgré huit nouvelles chaînes de télévision créées après la chute de Hosni Mubarak, l'espace public reste contrôlé par les grandes corporations de médias. « De nombreux gouvernements ne reconnaissent pas la communication comme



un droit humain. Mais c'est ce droit à la parole qui rend possible que l'on se manifeste et que l'on ait le droit à d'autres choses », a rappelé Pía Matta.

Dans la Palestine occupée, un des thèmes centraux de cette édition du Forum Social Mondial, la communication alternative est fondamentale pour démystifier ce que les grands médias rapportent de façon homogène. « Un monde arabe uniforme, où il n'y a que des terroristes, des barbares qui ne se développent pas et où les femmes sont soumises. Mais la réalité est toute autre. Le rôle des femmes dans la lutte contre l'occupation et pour des médias libres et indépendants est historique. Israël a renforcé les prisons et il y a des dizaines de journalistes détenus parce qu'ils défendent la liberté d'expression. Dans ce sens, la solidarité internationale des médias libres est fondamentale dans la lutte palestinienne », évalue Soraya Misleh, du Mouvement Palestine pour Tous.

Mémoire et connaissances libres

Dans un de ses moments les plus symboliques, le III^{ème} Forum Mondial des Médias Libres a rendu hommage, dans un mémorial idéalisé par Ciranda International de la Communication Partagée, ceux et celles qui sont tombés en exerçant leur liberté d'expression partout dans le monde. Un de ces noms est celui de Fidan Dogan, du Kurdistan. L'activiste a participé au II^{ème} Forum Mondial des Médias Libres, qui a eu lieu en juin dernier sous la Coupole des Peuples de Rio+20, à la recherche de visibilité pour la lutte du peuple kurde, ignoré par la presse traditionnelle. Fidan était responsable du Centre d'Information du Kurdistan à Paris, où elle a été exécutée en janvier dernier, aux côtés de deux autres militantes de la lutte du peuple sans état, pour la reconnaissance politique et de la liberté.

Lors de l'exposition de mémoire, aux côtés de Fidan Dogan, le portrait d'Aaron Swartz, cyber-activiste qui s'est suicidé en janvier, à 26 ans. Aaron était jugé et aurait pu être condamné à 1 million de dollars d'amende et jusqu'à 35 ans de prison pour avoir téléchargé des articles scientifiques d'un quotidien de l'Institut de Technologie de Massachussets (MIT), dont l'accès était libre, d'après sa défense. Sa signature est présente dans de nombreux outils de partage de contenus sur internet. Swartz a aidé à créer le système RSS et a été un des fondateurs du réseau social Reddit - site de partage d'informations - et de l'organisation activiste Demande Progress, qui promeut des campagnes on-line sur les questions sociales.

Après sa mort, le procureur fédéral à Boston a retiré les accusations contre Aaron Swartz. Mais les menaces à la liberté sur Internet continuent à croître partout dans le monde, et ont également été des thèmes de nombreux débats au Forum des Médias Libres, à Tunis. L'effort est de rapprocher les

mouvements sociaux qui utilisent des solutions corporatives et activistes du software, réseaux et technologies libres, pour qu'ils travaillent ensemble pour le changement social.

"Il est nécessaire de rechercher la cohérence entre l'idée que nous voulons transmettre et les moyens que nous utilisons pour la transmettre. Et, quand nous parlons de médias, ignorer les outils que nous utilisons est un facteur négatif pour nous. Chacune de nos actions a un impact dans le monde d'aujourd'hui et dans la construction du monde dans lequel nous vivrons dans l'avenir", alerte l'uruguayen Luis Anibal, du collectif Hipatia. « Nos données et nos mémoires sont très importantes pour qu'elles soient contrôlées par l'entreprise de Zuckerberg [propriétaire de Facebook] » a ajouté Alexia Haché, du collectif Lorea, de Catalogne, qui a promu une série d'ateliers dans le Hacklab - le laboratoire hacker du forum Mondial des Médias Libres.

Au Venezuela d'Hugo Chavez, le processus de nationalisation du pétrole a failli rester bloqué par l'action des entreprises américaines qui détenaient la propriété intellectuelle des softwares d'exploitation pétrolière. L'action des hackers et le développement de softwares libres a renversé le jeu et rendu possible la souveraineté technologique et l'énergétique du pays. L'épisode reste connu sous le nom de rançon du cerveau de la PDVSA.

« Le ministre vénézuélien du Développement, Felipe Perez Marti, a compris que s'il y avait une chose qui pouvait résoudre le problème du Venezuela, c'était le software libre. En une semaine, des hackers ont brisé le code propriétaire et ont fait migré toute la technologie de l'industrie du pétrole vers un software libre », raconte Juan Carlos Gentile Fagundez, de l'Hipatia et assesseur de Chávez dans ce processus. Comme les blogueurs et les animateurs de radio du Maghreb-Machrek, Gentile a souffert de sabotages et a reçu des menaces de mort pour avoir permis l'accès à la connaissance au-delà du marchandage d'un bien public.

« Finalement, il ne s'agit pas d'un débat restreint aux plateformes, mais de valeurs que nous souhaitons pour le monde », explique Rita Freire, de Ciranda. "Plus que des outils, le software libre a des principes et un modèle basé sur le bien commun. Il est donc important de regarder, au-delà de l'appropriation technologique, le potentiel de transformation de ces valeurs. C'est cela que nous cherchons ici" a conclut Stéphane Couture, du collectif Koumbit.

Par Bia BARBOSA

HOMMAGE AUX ACTIVISTES DES MÉDIAS LIBRES QUI NOUS ONT QUITTÉ

Le 3ème Forum mondial des médias libres (FMML) rend hommage à onze jeunes activistes tués récemment. Ce Forum qui se déroule dans le campus de la Faculté des Sciences de l'Université El Manar à Tunis, en Tunisie, abritera aussi, à partir de ce mardi 26, le Forum Social Mondial. Pour les créateurs de l'hommage c'est l'occasion de réaffirmer la lutte pour la démocratisation de la communication, raison pour laquelle beaucoup d'entre eux sont morts. (Traduit par Elodie Dupau)

Pour chaque activiste des médias libres, un panneau en trois langues (portugais, anglais et français) a été créé par l'artiste graphique Paulo Duvivier, comprenant un texte écrit collectivement par des participants du FMML et des photos des activistes honorés. En outre, des dessins ont été exclusivement réalisés pour l'exposition, par l'artiste Rafel Presto.

« Il ne s'agit pas d'un hommage tout simplement parce qu'ils sont morts, mais parce qu'ils nous ont inspiré ; ce qu'ils ont réalisé est bien vivant, et les a conduit à la mort », a déclaré Rita Freire, membre de Ciranda international de la communication partagée, l'une des créatrices du Mémorial et du FMML.

Aussitôt l'exposition montée, un large public s'en est approché et a découvert qu'il s'agissait d'un mémorial pour les activistes morts, dont l'un d'eux était tunisien. Petit à petit, les étudiants locaux s'en sont emparés et ont joint leurs efforts à ceux d'Elenara label, également membre de la Ciranda, qui a coordonné l'installation. « L'ouverture officielle du 'Mémorial en hommage aux cyber-activistes qui ont perdu la vie en défendant le droit à la liberté d'expression' a été touchante. A la lecture de chaque nom, tout le monde répondait 'présent' », raconte Elenara, à propos du moment où, suite à la lecture à voix haute du nom de chaque activiste honoré, les quelques 80 personnes de l'assistance s'exclamaient à l'unisson « présent », comme en réponse à un appel de présence. Rita Freire, se rappelant du doute initial lié à la réception des thèmes du Forum et voire du Mémorial : « on voulait savoir si quelqu'un serait intéressé par ce que nous sommes venus dire. Mais on s'est rendu compte qu'aussitôt ouverte l'exposition, les gens s'en sont emparés et ont organisé tout l'espace, faisant la révision des textes, des histoires de ces gens, y apportant de nouvelles histoires. Ils ont même insisté pour présenter l'exposition avec nous ».

C'est grâce à l'une de ces révisions que les organisateurs du mémorial ont pris connaissance de la mort du tunisien Zouhair Yahyaoui, qui publiait un fanzine électronique sur l'Internet, le TuneZine. Jusqu'alors, on savait que Zouhair, arrêté en 2002 et accusé de publier des informations concernant la sphère judiciaire durant le gouvernement dictatorial de Ben Ali, était mort quelques temps après avoir été remis en liberté, en 2005, à 37 ans,

après avoir subi des tortures et des longues grèves de la faim. « D'après les informations qu'on avait, il était décédé quelques jours après être sorti de prison. Cependant, aujourd'hui nous avons découvert qu'il est sorti de prison comme Vladimir Herzog. Il est sorti mort. Il a été assassiné. Mais selon l'information officielle qui a été divulguée, il est décédé plus tard, après sa sortie de prison », a déclaré en référence au journaliste assassiné en prison, et dont le certificat de décès a récemment été modifié. Par décision de la justice brésilienne, il apparaît à présent sur le certificat de décès d'Herzog que les causes de sa mort sont dues à « des lésions et des mauvais traitements subis au cours de l'interrogatoire mené par la 2ème Armée (DOI-Codi) ».

Lors de l'ouverture officielle, qui a eu lieu vers 14h, le jeune blogueur tunisien Bessem Krifa a tenu à raconter l'histoire de chacun d'eux et a prononcé un discours évoquant l'activisme des jeunes tués, en mettant l'accent sur la lutte pour le droit à la communication. Soraya Misleh, de Ciranda et du Front pour la défense du peuple palestinien, a également pris la parole lors de l'ouverture, rappelant que ces gens ont inspiré et continuent d'inspirer tout le monde. « Nous voulons proposer à tous les participants du Forum mondial des médias libres d'écrire, derrière leurs badges, les noms de tous ces activistes qui sont morts pour dire que leurs idéaux continuent à vivre en nous », a proposé Soraya lors de l'inauguration du Mémorial.

L'un d'eux est le brésilien Gabriel Pillar, le créateur de la communauté de blogs insanus.org où il exprimait ses inquiétudes et ses questions à travers le Vertigo. Il avait collaboré de manière active à la communication partagée depuis le début du processus du Forum social mondial dans sa ville natale, Porto Alegre (RS). Il nous a quitté en 2006 à l'âge de 22 ans, mais nous laisse son approche sur le potentiel des réseaux sociaux et les premières expériences de la blogosphère au Brésil. Dans le projet du mémorial s'inscrit aussi une projection cinématographique qui présentera des vidéos racontant l'histoire de la vie de ces activistes.

FMML

Pour les participants et les organisateurs du FMML, c'est un moment unique d'échange et de partage de l'information. « On s'est déjà mis d'accord pour continuer ensemble ce processus du Forum mondial des médias libres, en tant que mouvement pour le changement de la communication dans le monde, visant à nous renforcer mutuellement. Et cette expérience signifie que nous ne partirons sûrement pas d'ici.

Par Deborah Moreira

DANS LE HACKLAB DU FORUM SOCIAL MONDIAL 2013, LE COMBAT POUR UN INTERNET LIBRE, NEUTRE ET SANS CENSURE

Dans le Hacklab du FSM2013 au campus Al Manar, dans l'après-midi du 28 mars, Mathieu présente les dernières nouveautés du domaine des logiciels libres à une audience composée d'une vingtaine de jeunes. La lumière de la salle est tamisée et tous les regards sont rivés sur le jeune informaticien français. Les gestes prestes et les yeux brillants, Mathieu semble habitué aux présentations et aux démonstrations.

Il est en effet enseignant d'informatique. Sa spécialité est l'administration des réseaux, mais sa passion est « le logiciel libre ». Le logiciel libre n'est pas uniquement un logiciel dont l'utilisation et la duplication en vue de sa diffusion sont, techniquement et légalement, permises, mais c'est toute une philosophie; celle du partage et de la liberté, les deux principes fondateurs de l'alter mondialisme. Mathieu n'aime pas le terme de l'Internet alternatif, mais il aspire à un Internet moins commercial, où les grosses boîtes du web auraient moins d'emprise et de pouvoir. Venu à Tunis spécialement pour le Forum Social Mondial, le jeune hacker se dit ravi d'avoir rencontré des gens « très motivés et très doués ». « Le forum est un moment d'échange, une occasion pour donner et recevoir! » avoue-t-il, tout en assurant avoir beaucoup appris de son audience : des Français, des Italiens, des Brésiliens, des Palestiniens ou encore des Tunisiens, comme Azza.

Juriste de formation, la jeune tunisienne se passionne pour la programmation et les rouages des algorithmes et des datas. Ne trouvant aucun inconvénient à concilier les deux vocations, la jeune geek fait même partie du Hackerspace TN : un collectif composé d'une vingtaine de jeunes tunisiens âgés de 15 à 30 ans, réunis autour du même idéal « d'un Internet libre, neutre et sans censure ». Avant de participer au Forum Social Mondial, le collectif a déjà à son actif plusieurs autres actions, dont Azza est particulièrement fière. Hackerspace TN s'est en effet allié au collectif OpenGov et leur a assuré la mise en place du site web et de la plateforme sociale.

Pour elle, le FSM2013 est certes une occasion de rencontrer des amis venus des quatre coins du monde, mais c'est surtout une opportunité pour promouvoir maints concepts encore sous-développés en Tunisie. La sécurité par exemple, un atout dont plusieurs internautes ignorent l'importance, et qui pourrait même s'avérer vitale pour certains professionnels de l'information comme les journalistes.

Azza aspire également à voir développé le concept de l'identité numérique, du commerce électronique ou encore des droits d'auteurs. Pour y parvenir, elle estime qu'il faudrait d'abord asseoir un cadre juridique et légal propre à la toile et que ce cadre soit convenable et non-contraignant. La juriste s'oppose de ce fait à la constitutionnalisation de la propriété intellectuelle. « Nous sommes toutefois pour des droits d'auteur qui soient encourageants et favorisent la diffusion et la propagation du savoir », conclut-elle, sur un ton déterminé.

CONCLUSION

Les médias libres au coeur du Forum Social Mondial

Le 3^{ème} Forum Mondial des Médias Libres (FMML) a rassemblé à Tunis des blogueurs, des journalistes, des associations, des développeurs, des hackers. La profusion d'initiatives a permis des échanges éclairants sur l'accaparement des savoirs, les enjeux d'Internet, sur les radios communautaires, sur la réappropriation de l'information, sur les logiciels libres, sur l'éducation aux médias, etc. Cette 3^{ème} édition du FMML a également été très riche en échanges et perspectives pour poursuivre la lutte pour le droit à la communication et l'information à travers le monde. Les diverses structures et les acteurs de mouvements sociaux et citoyens ont écrit la déclaration de Tunis pendant l'Assemblée de convergence sur le droit à la communication pour tous et par tous.

Déclaration de Tunis du Forum Mondial des Médias Libres
Document adopté lors de l'Assemblée de convergence pour le droit
à la communication, au Forum Social Mondial 2013
Tunis, 29 mars 2013

Nous, participant(e)s, acteurs, actrices et militant(e)s de l'information alternative, qui utilisent la communication comme outil de transformation sociale et défendent le droit à la communication et la liberté d'expression, réunis à Tunis, du 24 au 29 mars 2013, lors du 3^{ème} Forum Mondial des Médias Libres (FMML) ; considèrent cette rencontre hautement symbolique car elle s'est tenue dans le pays où les médias libres ont joué un rôle important pour le changement social.

Pendant ce Forum qui a accordé une attention particulière à la radio communautaire-associative, outil de démocratisation incontournable non reconnue juridiquement dans les pays de la région différents sujets ont été abordés : le processus du FMML, le droit à la communication et l'information en tant que bien commun, l'appropriation technologique, les enjeux du web libre, la régulation et principalement les conditions de promotion pour que ce secteur d'intérêt public soit un élément essentiel du développement et de la démocratie.

Considérant que :

- L'information et la connaissance sont biens communs et le droit à la communication est un droit fondamental, inaliénable ;
- Tout champ médiatique, partie-prenante de la démocratisation de l'Etat et de la société, doit être guidé et encadré par le référentiel de l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, ainsi que par l'éthique et la déontologie des médias telles que consignées dans les chartes mondialement adoptées et promues parmi les professionnels des médias au plan régional et international ;

Constatant :

- La mainmise des pouvoirs politiques, économiques et industriels sur la communication ;
- L'instrumentalisation et la marchandisation de l'information par les Etats et les grands groupes médiatiques ;
- L'augmentation de la concentration du pouvoir et des groupes médiatiques ;
- L'inadéquation entre des cadres juridiques anciens et des systèmes médiatiques qui évoluent en même temps que les avancées technologiques ;
- Une absence quasi généralisée de lois en faveur de l'accès des citoyens à l'information publique ;
- Un manque de soutien à la production et la diffusion par les citoyens d'une information plurielle, diversifiée et critique ;
- Une liberté d'expression et une liberté de la presse mises à mal par des lois liberticides ;
- Une répression violente contre les citoyens et les acteurs de l'information ;
- L'importance de la fracture numérique qui entrave l'exercice du droit à la communication ;
- Les menaces quant à la protection des données personnelles sur Internet ;
- Le manque d'accès aux médias par la plupart des populations économiquement défavorisées ;
- La criminalisation, par les grands médias, de la plupart des voix sociaux qui remettent en question la concentration du pouvoir politique, économique et la militarisation ;
- L'invisibilité, par les grands médias, des idées et les débats qui ont porté sur la transformation de la société, en particulier ceux qui sont inscrits dans le processus du Forum Social Mondial ;
- Une émergence de médias libres et citoyens qui contribuent à des changements sociaux et politiques, comme l'a démontré le printemps démocratique.

Observant plus particulièrement au Maghreb-Machrek et en Afrique :

- La nécessité pour les sociétés de la région Maghreb-Machrek de disposer d'un champ médiatique diversifié et démocratique, nourri par une participation effective et par une appropriation protégée et légitimée de l'expression médiatique par les citoyens ;
- La lutte pour la reconnaissance juridique des radios associatives-communautaires dans la région est désormais un levier décisif pour l'avenir des sociétés et de leurs modes de gouvernance à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la vie collective.

Nous appelons à :

- Un accès libre et démocratique à l'information conformément aux principes universels des droits humains ;
- La mise en œuvre du droit à la communication conformément aux conventions et standards internationaux ;
- La défense des cadres réglementaires qui garantissent l'accès à l'information et la liberté d'expression pour tous et toutes ;

- La mise en place d'autorités de régulation de la radiodiffusion qui soient véritablement indépendants de l'autorité politique et des pouvoirs d'argent ;
- L'accès au spectre hertzien pour les médias associatifs et communautaires et, plus particulièrement concernant la région Maghreb-Machrek, la reconnaissance dans les législations de la radio associative-communautaire en tant que 3ème secteur de la radiodiffusion, à côté des secteurs public et privé, et l'attribution de fréquences à ces radios d'une manière équitable ;
- La mise en place de politiques publiques pour soutenir la diversité et la pluralité des médias ;
- L'accès et la gratuité de la connectivité Internet pour tous et toutes ;
- La défense d'un Internet libre et gouverné démocratiquement ;
- La décentralisation et appropriation des infrastructures et logiciels libres (Mesh, P2P) ;
- La promotion de la cryptographie pour défendre l'anonymat dans les communications ;
- La promotion de la culture libre, de la bande passante libre, de l'Internet libre et de la notion de biens communs et la défense de la philosophie des logiciels libres, pour garantir la souveraineté technologique.

Nous nous engageons à :

- Approfondir le dialogue entre les médias libres et les mouvements sociaux autour des droits à la communication et de la connaissance par rapport à la violation de ces droits ;
- Soutenir les initiatives militant et oeuvrant pour l'effectivité du droit à la communication ;
- Constituer un réseau qui coordonnera les campagnes de plaidoyer pour garantir et renforcer le droit à la communication ;
- Réfléchir à un modèle qui garantisse la viabilité, la pérennité et l'indépendance des médias libres ;
- Créer un groupe de réseau de partage entre pays du Nord et pays du Sud pour promouvoir l'utilisation de hardware (matériel) et software (logiciels) libres pour une démocratisation et une diffusion massive des savoirs technologiques ;
- Construire et développer des alternatives libres pour renforcer l'univers des réseaux sociaux ;
- Réfléchir à l'impact environnemental de l'utilisation des nouvelles technologies ;
- Défendre que les événements du Forum Social Mondial sont précédés d'un diagnostic sur les droits, les libertés et les garanties de communication dans les pays d'accueil, et le degré d'accès aux moyens de communication par les habitants ;
- Élaborer la Charte Mondiale des Médias Libres qui fédère autour des principes, des valeurs et d'un code de déontologie communs, les acteurs des médias libres ;
- Continuer la construction du processus du FMML.



RÉFÉRENCES :

- <http://www.fmml.net/>
- <http://www.fsm2013.org/>
- <http://www.e-joussour.net/>
- <http://www.ciranda.net/>
- <http://www.ritimo.org/>
- <http://www2.amarc.org/>
- <http://www.panos-ao.org/>
- <http://www.cmso.co.uk/>
- <http://www.i-m-s.dk/>
- <http://aswatona.net/>

LA 3^{ÈME} ÉDITION DU FORUM DES MÉDIAS LIBRES EN PHOTOS







